

Affaire		
MONTPELLIER TRAVAUX ISOLATION DGSCGC RUE JULES GUESDE		
Coordination sécurité et protection de la santé		
N° d'affaire	Date	Pages
340S2405/1 (341-S-2023-0030)	27/02/2025	1/5

REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

CHAPITRE 2 - FOLIO N°3

Objet: Analyse DCE du 27/02/2025

Le coordonnateur SPS
Thomas PAGNON



Les intervenants concernés sont priés de prendre connaissance des observations et notifications ci-jointes.

Observations et commentaires	Intervenants concernés	Date limite d'exécution
Ce jour, analyse du dossier pro.		
Pièces étudiées : <ul style="list-style-type: none">- CCTP lot 0 à 7- Plan de situation- Plans de coupes- Plans de façades- Plans insertions bâtiment A et B.		
Description de l'opération : <p>Travaux sur deux bâtiments existants.</p> <p>-> Bâtiment A : Bureaux, Vestiaires, Atelier, Garage</p> <p>->Bâtiment B : Musée, Salle de sports, Réunion, Garage, Salle de repos et chambres</p> <p>Description des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Isolation thermique par l'extérieur- Flocage thermique- Isolation des combles- Changement de menuiseries- Couverture bâtiment B- Installation pompe à chaleur / ballon thermodynamique / VMC- Relamping LED- Désamiantage		
Amiante :		

Observations et commentaires	Intervenants concernés	Date limite d'exécution
<p>"Un diagnostic Amiante (recherche de matériaux amiantés) a été préalablement réalisé avant la démolition en application de l'article 10-4 du décret n°2001-840 du 13/09/2001 et arrêté du 2 janvier 2002. Rapport réalisé par ALPES CONTROLES - Rapport N° A23B243B/002-1/DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES/AMI_TRAV/ECO établi le 22/05/2024(Voir Documents fournis pour consultation). Contrat N° : A23-B-2024-008M/1 Conclusion du rapport: Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante."</p> <p>Le désamianteur devra élaborer un plan de retrait et le faire parvenir aux organismes de prévention.</p> <p>Nous vous rappelons le délai d'1 mois entre la réception de ce document par les organismes de prévention et le début de l'intervention de l'entreprise.</p> <p>Nous demandons que l'entreprise de désamiantage intervienne seul sur site afin d'éviter toute coactivité.</p> <p>Avant toute intervention des autres entreprises, le lot désamiantage devra effectuer des mesures d'empoussièrement.</p> <p>Jusqu'à la réception des résultats, les zones impactées devront être interdites d'accès.</p>		
<p>Plomb :</p> <p>"Un diagnostic Plomb a été préalablement réalisé avant la démolition en application de la norme NF X 46-035 et suivant Articles réglementaires : R.4412-5 à R.4412-6 et Articles réglementaires : R.4412-156 à R.4412-160 Rapport réalisé par ALPES CONTROLES - Rapport N° A23B243B/002-1/DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES/PBAVTD/ECO établi le 28/05/2024(Voir Documents fournis pour consultation). Contrat N° : A23-B-2024-008M/1 Conclusion du rapport: Dans le cadre de la mission, il a été repéré de matériaux et produits contenant du plomb."</p>		
<p>Installations communes de chantier :</p> <p><u>A la charge de l'entreprise de RAVALEMENT ITE : Cf CCTP LOT 3</u></p> <p>Les installations de chantier seront mises en place dès le commencement des travaux de désamiantage et maintenues pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Elles seront déposées lorsque les travaux seront intégralement terminés. cf CCTP 03</p> <p>- Les baraquements de chantier dimensionnés pour accueillir un effectif</p>		

Observations et commentaires	Intervenants concernés	Date limite d'exécution
<p>moyen de huit salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réfectoire (chaises, tables, micro-ondes et réfrigérateur). - Eau potable (minimum 3L par personne et par jour) - Sanitaires - Douches - Vestiaires avec casiers - Les réunions de chantier se feront dans le réfectoire. <p>- Ouverture des compteurs</p> <p>- Aires de stockage + zones de stationnement.</p> <p>- Signalisation et accès</p> <p>- Gestion des déchets par la mise en place de bennes</p> <p>- Démarches auprès des organismes agréés pour les branchements et approvisionnements en élec, EAU, EU de l'installation de chantier.</p> <p>- Fourniture, création, pose et dépose de panneaux de chantier.</p> <p>- Installation électrique : mise en place de tableaux de chantier sur le réseau existant + réalisation de l'installation électrique provisoire du chantier.</p> <p>A la charge du lot ELECTRICITE: Cf CCTP LOT 05</p> <p>- Installation et entretien de l'éclairage de chantier</p> <p>" La mise en oeuvre d'un branchement provisoire (...) dimensionné pour l'ensemble du chantier.</p> <p>"Le présent lot aura à sa charge : les coffrets de chantier"</p> <p>Nous constatons que la mise en oeuvre d'installation électrique provisoire de chantier, est dans le CCTP du LOT 03, attribuée au LOT RAVALEMENT ITE, alors que dans le CCTP 05, celle-ci est confiée au LOT ELECTRICITE.</p> <p>Merci de nous indiquer quel lot prend en charge cette prestation.</p> <p><u>A la charge de toutes les entreprises : Cf CCTP 0</u></p> <p>Veiller à laisser libre de tout encombrement les surfaces périphériques nécessaires pour les échafaudages de pied.</p> <p>Identifier les dispositifs d'approvisionnement (à pied d'oeuvre), afin d'intégrer les surfaces d'empâtement au droit des façades.</p> <p><u>Plan d'installation de chantier (PIC) : réalisé par Lot 3 et fera apparaître :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Clôture de chantier - Cantonnements - Arrivée des énergies et des fluides - Zone de parking du personnel chantier - Aires de parking des engins de chantier - Zone de manoeuvre des engins 		

Observations et commentaires	Intervenants concernés	Date limite d'exécution
<ul style="list-style-type: none"> - Entrée et sortie des engins et camions si possible en sens unique - Aire de livraison et de stockage des matériaux - Aires de tri et stockage des déchets - Zone de stockage de produits dangereux 		
<p>Travaux en hauteur</p> <p>L'installation de l'échafaudage est prévu par le lot Ravalement ITE.</p> <p>Les PV de réception seront affichés et transmis au CSPS.</p> <p>Une mise en commun de l'échafaudage est prévue avec le lot couverture.</p> <p>Les menuiseries extérieures vont-elles être installée de l'intérieur ou de l'extérieur ?</p> <p>Dans le cas d'une installation par l'extérieur, nous demandons la mise en commun de l'échafaudage pour le lot menuiseries.</p> <p>En cas d'allèges de moins d'1 mètre, l'entreprise devra mettre en place des protections collectives contre les chutes de hauteur, et cela jusqu'à la pose des menuiseries définitives. Quel lot doit la mise en place de ces protections.</p> <p>Accès en hauteur</p> <p>Il est prévu un accès définitif en toiture par une échelle à crinoline.</p> <p>L'accès provisoire est possible avec le montage toute hauteur de l'échafaudage, et cela pendant toute la durée des travaux en toiture.</p>		
<p>Réseaux :</p> <p>Le MOA doit lancer les DT dès la phase de préparation. Les DT seront renouvelées par la MOA tous les 6 mois après le début des opérations.</p> <p>Chaque entreprise effectuant des travaux de levage (à proximité de réseaux aériens) devra effectuer leur DICT.</p> <p>Avant toute intervention les réseaux doivent être consignés, les entreprises en charge de ces consignations devront nous fournir une attestation.</p> <p>Nous rappelons que les installations électriques provisoires doivent être vérifiées par un organisme agréé.</p>		

Observations et commentaires	Intervenants concernés	Date limite d'exécution
Approvisionnement : Qu'est il prévu pour les approvisionnements en étages ? Est-il prévu une mise en commun des moyens de levage ? Nous demandons la mise en place de recettes à matériaux à chaque niveau. En cas d'utilisation de balcon ou toiture existant pour le stockage, veillez à leur stabilité et aux charges admissibles. Les opérations de levage devront être balisées à pied d'oeuvre, afin d'éviter toute coactivité et superposition de tâches.		
Planning Nous demandons au MOE d'éviter la coactivité simultanée des entreprises lors de l'élaboration du planning. Veuillez nous fournir ce dernier.		
Flocage : Lors du flocage par pulvérisation, seule l'entreprise en charge de cette tâche devra être présente dans la zone de flocage. Elle balisera la zone afin d'interdire l'accès aux autres entreprises et assurera la ventilation des locaux.		
Chutes d'objets : Selon l'intervention sur la couverture, nous demandons l'Interdiction d'accès au dernier niveau. Pour tous les travaux en périphérie de la toiture, un balisage à pied d'oeuvre devra être installé.		
Interférences site occupé : Afin d'éviter toute interférence entre le site occupé et le chantier, une inspection commune avec le chef d'établissement permettra : - Délimiter des zones de circulation - Délimiter des zones de travaux. - Établir les consignes de sécurité propre à l'établissement. - Mettre en place un chantier clos et indépendant.		

Annexe(s)

- Liste de diffusion (1 page)

LISTE DE DIFFUSION

Désignation	Raison sociale	Responsable	Diffusion	IC réalisée	PPSPS communiqué	Visa
Maître d'ouvrage	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES	Monsieur RHEIN Olivier (06-84-34-48-31)	olivier.rhein@interieur.gouv.fr guillaume.rusignolo@interieur.gouv.fr	Sans objet	Sans objet	
Maître d'oeuvre	ENERGIE R (04 68 73 85 67)		nhullo@energie-r.fr	Sans objet	Sans objet	
CARSAT	CARSAT (04 67 12 95 30)			Sans objet	Sans objet	
OPPBTP	OPPBTP (04 67 63 47 50)			Sans objet	Sans objet	
DIRECCTE	DIRECCTE LR (04 67 22 88 88)			Sans objet	Sans objet	
Lot 01 Menuiseries extérieures				non	non	
Lot 02 Isolation				non	non	
Lot 03 Ravalement ITE				non	non	
Lot 04 Plomberie CVC				non	non	
Lot 05 Electricité				non	non	
Lot 06 Couverture				non	non	
Lot 07 Decontamination				non	non	